

Considérant que la modification de l'arrêté du 27 mai 1997 n'est nécessaire que pour quelques aspects, mais doit néanmoins être communiquée d'urgence aux candidats qui veulent participer en 1998 à l'examen d'admission de sorte qu'ils soient mis au courant pour la fin de 1997 des dates et modalités concrètes;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 mai 1997 fixant les modalités relatives à l'organisation et au contenu des épreuves, du droit d'examen, du fonctionnement du jury et de son règlement d'ordre intérieur et du règlement des examens de l'examen d'admission des formations de médecin et de dentiste, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'article 7, § 3, le mot « consécutifs » est supprimé;

2° dans l'article 8, le mot « consécutifs » est supprimé.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> décembre 1997.

**Art. 3.** Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 janvier 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 606

[C - 98/29099]

#### **2 MARS 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant par fonction le nombre de jours qu'il faut avoir presté pour devenir temporaire prioritaire au cours de l'année scolaire 1998-1999**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois des 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977 et 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal du 28 septembre 1984, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986, par les décrets des 26 juin 1992, 18 mai 1993, 27 décembre 1993 et 24 juillet 1997;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 30, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1983, par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 1994;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 février 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 février 1998;

Vu le protocole du 17 février 1998 du Comité de secteur IX;

Vu les lois du Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, modifié par les lois des 8 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de respecter l'obligation de fixer en mars le nombre de jours par fonction qu'il faut avoir presté à la date de l'appel aux candidats pour devenir temporaire prioritaire au cours de l'année scolaire suivante,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le nombre de jours par fonction prévu à l'article 30 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 30, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1983, par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 1994 est fixé comme suit pour l'année scolaire 1998-1999 :

FONCTIONS	Nombre de jours pour être candi- dat temporaire prioritaire Année 1998-1999
A. Dans l'enseignement préscolaire et primaire :	
Instituteur(trice) maternel(le).....	1200
Instituteur(trice) primaire .....	1200
Maitre de morale .....	1500

FONCTIONS	Nombre de jours pour être candi- dat temporaire prioritaire Année 1998-1999
Maître de cours spéciaux .....	1500
Maître de seconde langue .....	1500
B. Dans l'enseignement secondaire :	
Professeur de langues anciennes .....	2100
Coordonnateur CEFA.....	900
C. Dans l'enseignement secondaire du degré inférieur :	
Professeur de cours généraux :	
langue maternelle-histoire.....	1800
langues germaniques .....	1500
mathématique-physique .....	1800
sciences économiques.....	1500
sciences-géographie.....	1800
histoire, géographie, sciences économiques et sciences sociales.....	1800
Professeur de morale .....	1800
Professeur de cours spéciaux :	
éducation physique (filles).....	2100
éducation physique (garçons).....	2100
dessin-éducation plastique.....	3000
sténo-dactylographie.....	1500
éducation musicale.....	1800
Professeur de cours techniques :	
agronomie .....	1200
agriculture .....	1200
horticulture .....	1200
électricité.....	1200
mécanique .....	1200
carrosserie .....	1200
mécanique automobile.....	1200
petits moteurs.....	1200
soudage - constructions métalliques .....	1200
construction.....	1200
ébénisterie .....	1200
menuiserie.....	1200
peinture en bâtiment (couv. mur et sol).....	1200
plomberie-zinguerie-installations sanitaires .....	1200
hôtellerie-cuisine-salle.....	1200
boucherie-charcuterie .....	1200
boulangerie-pâtisserie .....	1200
arts graphiques.....	1200
photographie .....	1200
coiffure .....	1200
bio-esthétique .....	1200
agro-alimentaire .....	1200
Professeur de pratique professionnelle :	
agriculture .....	1200
horticulture .....	1200
électricité.....	1200

FONCTIONS	Nombre de jours pour être candi- dat temporaire prioritaire Année 1998-1999
ajustage-machines outils.....	1200
carrosserie .....	1200
mécanique automobile.....	1200
petits moteurs.....	1200
soudage-constructions métalliques.....	1200
construction.....	1200
ébénisterie .....	1200
menuiserie.....	1200
peinture en bâtiments-couv. murs sols.....	1200
plomberie-zinguerie-installations sanitaires .....	1200
hôtellerie-cuisine-salle.....	1200
boucherie-charcuterie .....	1200
boulangerie-pâtisserie .....	1200
coiffure .....	1200
bio-esthétique .....	1200
Professeur de cours techniques et de pratique professionnelle :	
coupe-couture.....	1500
économie domestique .....	1500
Accompagnateur CEFA (DI).....	900
D. Dans l'enseignement secondaire du degré supérieur :	
Professeur de cours généraux :	
1re langue et 4e langue (langues romanes) .....	1800
histoire .....	3000
langues germaniques .....	1500
mathématique.....	1500
physique.....	1500
sciences économiques.....	1500
chimie-biologie .....	1500
géographie.....	1200
sciences sociales .....	3000
Professeur de morale :.....	2400
Professeur de cours spéciaux :	
éducation physique (filles).....	2400
éducation physique (garçons).....	2400
dessin-éducation plastique.....	3000
sténo-dactylographie.....	1500
éducation musicale.....	1800
Professeur de cours techniques :	
agronomie .....	1200
agriculture .....	1200
horticulture .....	1200
sylviculture.....	1200
électricité.....	1200
électronique.....	1200
mécanique .....	1200
carrosserie .....	1200
électricité automobile.....	1200

FONCTIONS	Nombre de jours pour être candi- dat temporaire prioritaire Année 1998-1999
mécanique agricole-horticole.....	1200
mécanique automobile.....	1200
petits moteurs.....	1200
conducteur poids lourds .....	1200
soudage-constructions métalliques.....	1200
ensemblier décorateur.....	1200
construction.....	1200
ébénisterie .....	1200
menuiserie.....	1200
architecture.....	1200
carrelage .....	1200
chauffage .....	1200
peinture en bâtiment (couv. mur et sol).....	1200
plomberie-zinguerie-installations sanitaires .....	1200
hôtellerie-cuisine-salle.....	1200
boucherie-charcuterie.....	1200
boulangerie-pâtisserie .....	1200
confection industrielle.....	1200
étalage-publicité .....	1200
arts graphiques.....	1200
photographie .....	1200
nursing.....	1200
coiffure .....	1200
bio-esthétique .....	1200
chimie.....	1200
agro-alimentaire .....	1200
pharmacie.....	1200
Professeur de pratique professionnelle :	
agriculture .....	1200
horticulture .....	1200
sylviculture.....	1200
électricité.....	1200
ajustage-machines outils.....	1200
carrosserie .....	1200
électricité automobile .....	1200
mécanique agricole-horticole.....	1200
mécanique automobile.....	1200
petits moteurs.....	1200
conducteur poids lourds .....	1200
soudage-constructions métalliques.....	1200
ensemblier décorateur.....	1200
construction.....	1200
ébénisterie .....	1200
menuiserie.....	1200
carrelage .....	1200
chauffage .....	1200
peinture en bâtiment (couv. mur et sol).....	1200
plomberie-zinguerie-installations sanitaires .....	1200

FONCTIONS	Nombre de jours pour être candi- dat temporaire prioritaire Année 1998-1999
hôtellerie-cuisine-salle.....	1200
boucherie-charcuterie.....	1200
boulangerie-pâtisserie.....	1200
confection industrielle.....	1200
tapissier-garnisseur.....	1200
étalage-publicité.....	1200
photographie.....	1200
nursing.....	1200
coiffure.....	1200
bio-esthétique.....	1200
Professeur de cours techniques et de pratique professionnelle :	
coupe-couture.....	1500
économie domestique.....	1500
Accompagnateur CEFA (DS).....	900
PERSONNEL AUXILIAIRE D'EDUCATION	
surveillant(e)-éducateur(trice).....	1500
surveillante-éducatrice d'internat.....	1500
surveillant-éducateur d'internat.....	1500
secrétaire-bibliothécaire.....	3000
PERSONNEL PARAMEDICAL	
puéricultrice.....	3300
infirmier(ère).....	2400
kinésithérapeute.....	3900
logopède.....	4200
PERSONNEL PSYCHOLOGIQUE	
psychologue.....	3600
PERSONNEL SOCIAL	
assistant(e) social(e).....	3600

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 9 mars 1998.

Bruxelles, le 2 mars 1998.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,  
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 606

[C - 98/29099]

**2 MAART 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
tot bepaling, per ambt, van het aantal dagen prestaties vereist om prioritair tijdelijke te worden  
tijdens het schooljaar 1998-1999**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten van 31 maart 1967, 6 juli 1970, 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, 18 februari 1977 en 2 juli 1981, bij het koninklijk besluit nr. 296 van 31 maart 1984, bij de wet van 31 juli 1984, bij het koninklijk besluit van 28 september 1984, bij het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 en bij de decreten van 26 juni 1992, 18 mei 1993, 27 december 1993 en 24 juli 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, inzonderheid op artikel 30, gewijzigd bij koninklijk besluit van 16 februari 1983, bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993 en vervangen door het besluit van de Regering van 4 juli 1994;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 februari 1998;  
 Gelet op het akkoord van de Minister van begroting, gegeven op 16 februari 1998;  
 Gelet op het protocol van 17 februari 1998 van Sectorcomité IX;  
 Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;  
 Gelet op de dringende noodzakelijkheid;  
 Gelet op de dringende noodzakelijkheid, de verplichting na te leven waarbij, per ambt, het aantal dagen prestaties vereist op de datum van de oproep tot de kandidaten om prioritair tijdelijke te worden tijdens het volgende schooljaar, in maart dient te worden bepaald,

Besluit :

**Artikel 1.** Het aantal dagen per ambt bedoeld in artikel 30 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, inzonderheid artikel 30, gewijzigd bij koninklijk besluit van 16 februari 1983, bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993 en vervangen door dat van 4 juli 1994, wordt voor het schooljaar 1998-1999 als volgt bepaald :

AMBTEN	Aantal dagen ver- eist om kandidaat prioritair tijde- lijke te zijn Jaar 1998-1999
<b>A. In het voorschools- en lager onderwijs :</b>	
Kleuteronderwijzer(es).....	1200
Onderwijzer(es).....	1200
Leermeester zedenleer.....	1500
Leermeester bijzondere vakken.....	1500
Leermeester 2e taal.....	1500
<b>B. In het secundair onderwijs :</b>	
Leraar oude talen.....	2100
Coördinator CEFA.....	900
<b>C. In het lager secundair onderwijs :</b>	
Leraar algemene vakken :	
moedertaal-geschiedenis.....	1800
Germaanse talen.....	1500
wis- en natuurkunde.....	1800
economie.....	1500
wetenschappen - aardrijkskunde.....	1800
geschiedenis, aardrijkskunde, economie en sociale wetenschappen.....	1800
Leraar zedenleer.....	1800
Leraar bijzondere vakken :	
lichamelijke opvoeding (meisjes).....	2100
lichamelijke opvoeding (jongens).....	2100
tekenen - plastische opvoeding.....	3000
steno-dactylografie.....	1500
muzikale opvoeding.....	1800
Leraar technische vakken :	
landbouwkunde.....	1200
landbouw.....	1200
tuinbouw.....	1200
electriciteit.....	1200
mechanica.....	1200
carrosseriebouw.....	1200
automechanica.....	1200
kleine motoren.....	1200

AMBTEN	Aantal dagen ver- eist om kandidaat prioritair tijde- lijke te zijn Jaar 1998-1999
laswerk - metaalconstructies.....	1200
bouw .....	1200
schrijnwerk.....	1200
timmerwerk .....	1200
huisschilderwerk - muur- en vloerbekleding.....	1200
loodgieterij-sanitair.....	1200
hotelwezen-keuken-zaal .....	1200
slagers- en varkensslagersvak .....	1200
brood- en banketbakkersvak .....	1200
grafische kunsten.....	1200
fotografie .....	1200
kappersvak.....	1200
bio-esthetica .....	1200
voedingsmiddelenindustrie .....	1200
Leraar beroepspraktijk :	
landbouw .....	1200
tuinbouw .....	1200
electriciteit.....	1200
monteren-machines gereedschap.....	1200
carrosseriebouw .....	1200
automechanica.....	1200
kleine motoren.....	1200
laswerk - metaalconstructies.....	1200
bouw .....	1200
schrijnwerk.....	1200
timmerwerk .....	1200
huisschilderwerk - muur- en vloerbekleding.....	1200
loodgieterij-sanitair.....	1200
hotelwezen-keuken-zaal .....	1200
slagers- en varkensslagersvak .....	1200
brood- en banketbakkersvak .....	1200
kappersvak.....	1200
bio-esthetica .....	1200
Leraar technische vakken en beroepspraktijk :	
knip- en naaiwerk.....	1500
huishoudkunde .....	1500
Begeleider CEFA (DI).....	900
D. In het hoger secundair onderwijs :	
Leraar algemene vakken :	
1e en 4e taal (Romaanse talen).....	1800
geschiedenis.....	3000
Germaanse talen .....	1500
wiskunde.....	1500
natuurkunde.....	1500
economische wetenschappen.....	1500
scheikunde - biologie.....	1500
aardrijkskunde.....	1200
sociale wetenschappen.....	3000

AMBTEN	Aantal dagen ver- eist om kandidaat prioritair tijde- lijke te zijn Jaar 1998-1999
Leraar zedenleer .....	2400
Leraar bijzondere vakken :	
lichamelijke opvoeding (meisjes) .....	2400
lichamelijke opvoeding (jongens) .....	2400
tekenen - plastische opvoeding .....	3000
steno-dactylografie.....	1500
muzikale opvoeding.....	1800
Leraar technische vakken :	
landbouwkunde .....	1200
landbouw .....	1200
tuinbouw .....	1200
bosbouw .....	1200
electriciteit .....	1200
electronica .....	1200
mechanica.....	1200
carrosseriebouw .....	1200
auto-electriciteit.....	1200
landbouw- en tuinbouwmechanica .....	1200
automechanica.....	1200
kleine motoren.....	1200
chauffeur vrachtwagens.....	1200
laswerk-metaalconstructies .....	1200
binnenhuisarchitect-decorateur .....	1200
bouw .....	1200
schrijnwerk.....	1200
timmerwerk .....	1200
bouwkunde .....	1200
betegelen.....	1200
chauffage .....	1200
huisschilderwerk - muur- en vloerbekleding.....	1200
loodgieterij-sanitair.....	1200
hotelwezen-keuken-zaal .....	1200
slagers- en varkensslagersvak .....	1200
brood- en banketbakkersvak .....	1200
industriële confectie .....	1200
etalage-reclame.....	1200
grafische kunsten .....	1200
fotografie .....	1200
nursing.....	1200
kappersvak.....	1200
bio-esthetica .....	1200
scheikunde .....	1200
voedingsmiddelenindustrie .....	1200
farmacie .....	1200
Leraar beroepspraktijk :	
landbouw .....	1200
tuinbouw .....	1200
bosbouw .....	1200



AMBTEN	Aantal dagen ver- eist om kandidaat prioritair tijde- lijke te zijn Jaar 1998-1999
electriciteit .....	1200
monteren - machines gereedschap .....	1200
carrosseriebouw .....	1200
auto-electriciteit.....	1200
landbouw- en tuinbouwmechanica.....	1200
automechanica.....	1200
kleine motoren.....	1200
chauffeur vrachtwagens.....	1200
laswerk-metaalconstructies .....	1200
binnenhuisarchitect-decorateur .....	1200
bouw .....	1200
schrijnwerk.....	1200
timmerwerk .....	1200
betegelen.....	1200
chauffage .....	1200
huisschilderwerk - muur- en vloerbekleding.....	1200
loodgieterij-sanitair.....	1200
hotelwezen-keuken-zaal .....	1200
slagers- en varkensslagersvak .....	1200
brood- en banketbakkersvak .....	1200
industriële confectie .....	1200
behangen-stoffeerder.....	1200
etalage-reclame.....	1200
fotografie .....	1200
nursing.....	1200
kappersvak.....	1200
bio-esthetica .....	1200
Leraar technische vakken en beroepspraktijk :	
knip- en naaiwerk.....	1500
huishoudkunde .....	1500
Begeleider CEFA (DS) .....	900
 OPVOEDEND HULPPERSONEEL	
studieeester(es) - opvoeder.....	1500
studieeesteres - opvoeder in een internaat.....	1500
studieeester - opvoeder in een internaat .....	1500
secretaris - bibliothecaris .....	3000
 PARAMEDISCH PERSONEEL	
kinderverzorgster.....	3300
verpleger - verpleegster.....	2400
kinesitherapeut.....	3900
logopedist.....	4200
 PSYCHOLOGISCH PERSONEEL	
psycholoog.....	3600
 SOCIAAL PERSONEEL	
maatschappelijk assistent .....	3600

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 9 maart 1998.

Brussel, 2 maart 1998.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister-Voorzitter,  
belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,  
Mevr. L. ONKELINX

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 607

[C - 98/27135]

**19 FEVRIER 1998.** — Décret modifiant pour la Région wallonne l'arrêté royal n° 83 du 28 novembre 1939, confirmé par la loi du 16 juin 1947, relatif à la recherche et à l'exploitation des roches bitumineuses, du pétrole et des gaz combustibles (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « des lois minières coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919 » sont remplacés par les mots « du décret du Conseil régional wallon du 7 juillet 1988 sur les mines ».

**Art. 2.** A l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Gouvernement wallon ».

A l'alinéa 1<sup>er</sup> du même article, les mots « à l'Etat ou » sont supprimés.

Le dernier alinéa de ce même article est supprimé et remplacé par la disposition suivante :

« Les permis sont octroyés à des personnes physiques ou morales justifiant des capacités techniques et financières pour les mettre en œuvre. »

**Art. 3.** A l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « royal » est remplacé par les mots « du Gouvernement wallon ».

Au même article, alinéa 2, le mot « royal » est remplacé par les mots « du Gouvernement wallon ».

**Art. 4.** L'article 6 est supprimé et est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. § 1<sup>er</sup>. La procédure d'octroi des permis exclusifs de recherche ou d'exploitation du pétrole et des gaz combustibles est ouverte :

a. soit à l'initiative du Gouvernement wallon;

b. soit après qu'une demande de permis exclusif de recherches ou d'exploitation a été introduite auprès du Gouvernement wallon.

§ 2. Un arrêté du Gouvernement wallon détermine la forme des demandes de permis exclusif de recherche ou d'exploitation; il indique les autorités auxquelles elles doivent être adressées et spécifie les formalités auxquelles l'instruction de ces demandes est soumise.

§ 3. Toute demande est accompagnée d'un programme de recherche ou d'exploitation.

§ 4. L'arrêté visé au paragraphe 2 règle de même la forme des demandes de vente, de cession, totale ou partielle, de partage, de location, d'amodiation des droits conférés par les permis, ainsi que des demandes d'approbation de la dévolution de ces droits. »

**Art. 5.** L'article 7 est supprimé et est remplacé par la disposition suivante :

« Article 7. § 1<sup>er</sup>. Lorsque plusieurs demandes présentent des mérites équivalents quant aux capacités techniques et financières visées à l'article 2 ainsi qu'en ce qui concerne le programme de recherche et d'exploitation visé à l'article 6, le Gouvernement wallon sollicite des demandeurs des informations complémentaires pour lui permettre d'effectuer un choix objectif.

§ 2. L'arrêté du Gouvernement wallon octroyant un permis détermine la durée de celui-ci de manière que la durée du permis n'excède pas la période nécessaire pour mener à bien les activités pour lesquelles il est octroyé.

§ 3. A la requête du détenteur du permis, la durée du permis peut être prorogée par arrêté du Gouvernement wallon. Les conditions d'octroi d'une prorogation sont définies par l'arrêté du Gouvernement wallon prévu à l'article 6.

§ 4. L'arrêté visé au paragraphe 2 détermine le périmètre à l'intérieur duquel les travaux de recherche ou d'exploitation peuvent être effectués, de telle manière que le périmètre autorisé n'excède pas ce qui est justifié par le meilleur exercice possible des activités du point de vue technique et économique.

§ 5. A l'arrêté visé au paragraphe 2 est annexé un cahier des charges où sont prévus notamment :

a. les avantages accordés au titulaire du permis;

b. le taux de la redevance aux propriétaires du sol;

(1) *Session 1997-1998 :*

*Documents du CRW 317 (1997-1998) n<sup>os</sup> 1 et 2.*

*Compte rendu intégral, Séance publique du 28 janvier 1998.*

*Discussion. — Vote.*